

OGEC DE L'ESTRAN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 juillet 2021



Rue Rosemonde Gérard – CS 20027 – 29801 BREST CEDEX 9
Téléphone 02 98 02 86 86 – Télécopie 02 98 41 77 73

SELAS AU CAPITAL DE 40 000 EUROS – SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES – MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE OUEST
ATLANTIQUE. N° SIRET : 349 516 427 00037

OGE C DE L'ESTRAN

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 32, route de Quimper – 29200 BREST
N° Siren : 777 509 043

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 juillet 2021

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'assemblée générale de l'Ogec de l'Estran,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Ogec de l'Estran relatifs à l'exercice clos le 31 juillet 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} août 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note II.4 qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents adressés aux membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de

comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par son conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

OGECE DE L'ESTRAN

*Exercice clos le
31 juillet 2021*

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Brest, le 14 décembre 2021

Le commissaire aux comptes

STERENN :

Morgan GENTIL,
Associé

ACTIF		2019/2020	2020/2021		
		NET	Brut	Amortiss. Dépréc. (-)	NET
IMMOBILISE	Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	10 100	92 000	62 681	29 319
	Autres immobilisations incorporelles	13 008	90 261	83 245	7 016
	Immobilisations incorporelles	23 109	182 261	145 926	36 335
	Terrains	371 500	612 681	231 038	381 644
	Constructions et aménagements	11 285 237	29 897 387	17 379 982	12 517 405
	Installations techniques, matériel et outillage pédagogiques	861 966	3 521 082	2 527 989	993 093
	Mobilier et matériel de bureau	57 880	221 418	161 760	59 658
	Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	2 252 099	1 043 568	784 720	258 848
	Immobilisations corporelles en cours	108 570	708 542		708 542
	Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles	14 937 254	36 004 678	21 085 488	14 919 190
	Participations et créances rattachées	3 049	3 049		3 049
	Autres titres immobilisés	451	453		453
	Prêts	110 992	111 280		111 280
	Autres	3 238	3 238		3 238
	Immobilisations financières	117 730	118 020		118 020
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE	15 078 092	36 304 959	21 231 414	15 073 545
CIRCULANT	Stocks et en-Cours				
	Avances et acomptes versés sur commandes	87 515	49 490		49 490
	Clients (familles, usagers)	44 919	363 908	228 902	135 006
	Personnel et organismes sociaux	66	2 453		2 453
	Etat et autres collectivités publiques	91 571	394 097		394 097
	Fédérations, unions, associations affiliées				
	Autres	50 164	42 182		42 182
	Créances	186 719	802 639	228 902	573 737
	Placements : valeurs mobilières	1 900 397			
	Banques et assimilées	903 533	2 606 500		2 606 500
	Caisse	315	495		495
	Comptes financiers	2 804 245	2 606 996		2 606 996
	Charges constatées d'avance	142 137	142 938		142 938
	TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 220 617	3 602 062	228 902	3 373 161
= TOTAL ACTIF		18 298 709	39 907 021	21 460 316	18 446 706

(1) voir détail dans l'annexe



PASSIF

2019/2020

2020/2021

FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	9 612 939	1 588 008
	Fonds propres sans droit de reprise	9 612 939	1 588 008
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projets		
	Autres		
	Réserves		
FD	Report à nouveau	-614 695	5 523 090
	Excédent ou déficit de l'exercice	7 393	715 913
	<i>Situation nette (sous-total)</i>	<i>9 005 637</i>	<i>7 827 011</i>
	Subventions d'investissement	3 665 469	5 371 361
	Provisions règlementées et autres fonds propres		
	TOTAL FONDS PROPRES	12 671 106	13 198 372
	FONDS REPORTES ET DEDIES	1 670	641
PROVISIONS	Provisions pour risques	178 748	42 716
	Provisions pour pensions et obligations similaires	284 567	279 789
	Autres provisions pour charges		
	TOTAL PROVISIONS	463 315	322 505
DETTES	Capital emprunté	3 984 509	3 510 627
	Autres emprunts et dettes financières	12 000	0
	Intérêts courus et concours bancaires	2 377	1 893
	Emprunts et dettes financières	3 998 886	3 512 520
	Avances et acomptes reçus		4 600
	Dettes sur immobilisations	304 874	427 151
	Fournisseurs et comptes rattachés	156 442	328 549
	Personnel et organismes sociaux	335 441	277 887
	Etat et autres collectivités publiques	13 070	14 746
	Clients (familles, usagers)	49 891	39 447
Autres dettes	Fédérations, unions, associations affiliées	33 814	34 092
	Autres	138 577	115 254
	Autres dettes	1 032 109	1 237 126
	Produits constatés d'avance	131 623	170 942
	TOTAL DETTES	5 162 618	4 925 187
	= TOTAL PASSIF	18 298 709	18 446 705

Comptes 2019/2020 approuvés par l'assemblée générale, selon le règlement CRC n°99-01

Ecart actif-passif		
--------------------	--	--

Compte de résultat règlementaire



Produits d'exploitation	2019/2020	2020/2021
Cotisations		34 776
Ventes de biens et services	3 754 900	4 117 029
• Ventes de biens	65 051	68 243
<i>dont ventes de dons en nature</i>	36 029	
• Ventes de services	3 689 850	4 048 786
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	3 687 370	3 944 838
• Concours publics et subventions d'exploitation	3 650 574	3 933 633
• Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
• Ressources liées à la générosité du public	2 124	
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
• Contributions financières	34 672	11 205
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	148 941	73 890
Utilisations des fonds dédiés	4 043	1 670
Autres produits	104 133	12 427
Total des produits d'exploitation	7 699 387	8 184 630

Charges d'exploitation	2019/2020	2020/2021
Achats de marchandises	59 708	54 733
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	2 700 704	3 153 286
Aides financières	62 646	68 928
Impôts, taxes et versements assimilés	222 085	236 712
Salaires et traitements	1 958 434	2 206 848
Charges sociales	909 264	813 394
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 652 426	1 578 797
Dotations aux provisions	25 343	
Reports en fonds dédiés	1 670	641
Autres charges	71 698	34 326
Total des charges d'exploitation	7 663 978	8 147 664
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	55 409	36 966

Opérations financières	2019/2020	2020/2021
Produits financiers de participation		
produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 500	894
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 058	1 277
Total des produits financiers	3 559	2 171
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	93 466	81 328
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	93 466	81 328
RÉSULTAT FINANCIER	-89 907	-79 157
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	-54 498	-42 191

Compte de résultat réglementaire



Opérations exceptionnelles	2019/2020	2020/2021
Sur opérations de gestion	64 692	11 009
Sur opérations en capital	5 000	656 208
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 339	146 711
Total des produits exceptionnels	73 030	813 928
Sur opérations de gestion	5 524	44 789
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	5 196	10 679
Total des charges exceptionnelles	10 720	55 468
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	62 311	758 460
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	420	356
RÉSULTAT NET COMPTABLE	7 393	715 913

Comptes 2019/2020 approuvés par l'assemblée générale, selon le règlement CRC n°99-01

Contributions volontaires en nature	2019/2020	2020/2021
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Contributions reçues		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Emplois des contributions reçues		



I. Informations générales

1 - Identification de l'association

L'association "OGEC DE L'ESTRAN " a pour objet d'assumer juridiquement la gestion d'établissements d'enseignement fondés par l'autorité canonique compétente. Elle peut à cet effet se livrer à toute activité de gestion se rapportant directement ou indirectement, à l'éducation, l'enseignement, la formation et la culture sous toutes leurs formes et d'une manière générale se livrer à toute activité en lien avec son objet principal (accueil, transport, hébergement, restauration, mise à disposition de locaux, etc.).

Elle porte notamment les activités suivantes : Maternelle ; Primaire ; Collège ; Lycée ; Ens. supérieur ; Restauration ; Hébergement ;

Pour assurer ces activités, l'association s'appuie sur :

- Un ensemble de locaux mis à disposition gracieusement et représentant une surface totale de 38 181 m2
- 70,56 équivalents temps plein salariés
- 240 personnels enseignants mis à disposition par l'Etat

2 - Faits marquants de l'exercice

La crise sanitaire a entraîné deux semaines d'enseignement à distance en avril 2021, générant des remboursements aux familles sur la restauration et l'hébergement,

3 - Evénements postérieurs à la clôture

Néant

II. Principes, règles et méthodes comptables

1 - Durées et dates de l'exercice comptable

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/08/20 au 31/07/21.

2 - Référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (règlements ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 modifié relatif au plan comptable général et n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif) et en appliquant la nomenclature comptable de l'Enseignement catholique associé à l'Etat par contrat (édition 2020) publiée par la FNOGEC.

3 - Dérogations aux principes et méthodes comptables

Néant

4 - Changements comptables

L'exercice 2020/2021 est caractérisé par la première application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif qui succède au règlement CRC n°1999-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

La première application du règlement ANC n°2018-06 constitue un changement de méthode comptable.

Pour chacun des postes du bilan et du compte de résultat concernés, l'impact du changement de réglementation déterminé à l'ouverture de l'exercice 2020/2021 est donné dans les notes de l'annexe y afférentes.

Afin de faciliter la lecture comparative des comptes de l'exercice 2020/2021 par rapport à l'exercice précédent, deux jeux de comptes ont été édités :

- Le premier, correspondant aux feuilles "Compte de résultat réglementaire", "Compte de résultat détaillé" et "Bilan" reprend les données 2019/2020 telles qu'elles ont été présentées et approuvées par l'assemblée générale
- Le second, correspondant aux feuilles "Compte de résultat retraité" et "Bilan retraité", dans lequel les données 2019/2020 ont été reclassées et retraitées en appliquant la nouvelle présentation et les nouvelles méthodes comptables du secteur non-lucratif issues du règlement ANC n°2018-06.



III. Notes sur le Bilan

1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Les frais d'acquisition des immobilisations sont inclus dans le coût d'acquisition des immobilisations. Ils comprennent les droits de mutation, honoraires, commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'immobilisation.

Les frais d'établissement sont comptabilisés directement en charges.

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. **Tableau n°1**).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations. Les bâtiments font l'objet d'une décomposition, chaque composant suit un plan d'amortissement qui lui est propre.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisation ou composant	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement linéaire
Structure (gros œuvre)	25 à 50 ans	2 à 4 %
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans	5 à 6,66 %
Installations générales et techniques	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Agencements intérieurs et décoration (cloisons, carrelages...)	10 à 15 ans	6,66 à 10 %
Equipement de restauration	8 à 12 ans	8,33 à 12,5 %
Matériel et mobilier de bureau	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier scolaire	5 à 10 ans	10 à 20 %
Mobilier cantine et hébergement	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et équipements pédagogiques	3 à 10 ans	10 à 33,33 %
Matériel de transport	3 à 5 ans	20 à 33,33 %
Matériel informatique	2 à 5 ans	20 à 50 %
Matériel de reprographie	2 à 5 ans	20 à 50 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50 %

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. **Tableau n°2**).

2 - Dépréciations d'éléments d'actif

Un tableau des mouvements des dépréciations est joint (cf. **Tableau n°3**).

Les dépréciations des créances, en particulier celles liées aux clients, ont été calculées en fonction du risque individuel de non recouvrement. Ce risque a été apprécié compte tenu des circonstances (présence de l'élève dans l'établissement, incidents de paiement constatés, etc.) et du principe de prudence.

3 - Échéance des créances et des dettes

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. **Tableau n°4**).

4 - Évaluation des valeurs mobilières de placement

Un tableau des valeurs mobilières est joint si l'établissement dispose de VMP cotées (cf. **Tableau n°5** le cas échéant). En cas de moins-value latente, une dépréciation est constatée. La variation des dépréciations des VMP au cours de l'exercice figure dans le tableau des mouvements des dépréciations (cf. **Tableau n°3** le cas échéant).



5 - Fonds propres

La première application du règlement ANC n°2018-06 a conduit à enregistrer des changements de méthode comptable, ayant un impact sur le poste « Report à nouveau », visible dans les colonnes « Augmentations » et « Diminutions ».

Des précisions sur l'application rétrospective de cette nouvelle réglementation sont données dans les notes de l'annexe relatives aux postes concernés.

La première application du règlement ANC n°2018-06 a également généré des évolutions en termes de classement au sein des rubriques constituant le poste « Fonds propres » du bilan. Il s'agit de mouvements de poste à poste, sans impact sur le « Report à nouveau ».

Un tableau de variation des fonds propres est joint (cf. **Tableau n°6**).

6 - Subventions d'investissement

En application du plan comptable général, les subventions d'équipement destinées à acquérir des immobilisations sont inscrites dans les comptes 13 présentés au passif du bilan dans les fonds propres. Elles font l'objet d'une constatation progressive dans le compte de résultat en produit exceptionnel.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement des immobilisations acquises au moyen de ces subventions.

Un tableau de suivi des subventions d'investissement est joint (cf. **Tableau n°7**).

La première application du règlement ANC n° 2018-06 a nécessité un retraitement opéré de manière rétrospective sur les subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables, qui figuraient à la clôture de l'exercice 2019/2020 dans les comptes 1026 ou 1036 et étaient présentées dans la rubrique « Fonds associatifs sans/avec droit de reprise » au passif du bilan. Pouvaient également être concernées des subventions transférées antérieurement en compte 1021, après extinction complète de leur droit de reprise.

Ce changement de méthode comptable a conduit à un reclassement de ces subventions en compte 13 formant la rubrique « Subventions d'investissement » au passif du bilan.

Les quotes-parts de ces subventions d'investissement qui auraient été virées au compte de résultat du ou des exercices antérieurs ont fait l'objet d'une comptabilisation en « Report à nouveau », tout comme les subventions qui auraient été directement constatées en produits exceptionnels.

Un tableau de suivi des retraitements opérés est joint (cf. **Tableau n°7 bis**).

7 - Provisions

Engagements de retraite :

Le montant des engagements de l'association en matière d'indemnités de départ à la retraite et de pension fait l'objet d'une comptabilisation en provision.

L'évaluation des engagements est effectuée via une méthode actuarielle, en application de la convention collective EPNL section 9 et d'un coefficient d'actualisation de 0,8%. Nous comptabilisons au 31/7/2021 une reprise d'un montant de 4778 €

Autres provisions :

Nous comptabilisons une provision pour dépréciation des comptes familles au 31/7/2021 pour un montant de 68 759 €, et une provision prévoyance enseignants pour un montant de 10679 €. A noter, également une reprise de provision concernant les comptes familles au 31/7/2021 pour un montant de 63 800 €, une reprise de provision prévoyance enseignants pour un montant de 14 515 €, une reprise de provision concernant les ipad de 2017/2018 pour un montant de 26 611 € ainsi que la reprise de provision du litige de la société Archanges passée sur l'exercice 2018/2019 pour un montant de 105 585 €.

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. **Tableau n°8**).

8 - Fonds dédiés

La partie des ressources (dons, subventions, etc.) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produits au cours des exercices suivants dans le compte « Utilisations des fonds dédiés » au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

Le montant global « Utilisations des fonds dédiés » comprend le montant des immobilisations acquises dans l'exercice et affectées à la réalisation d'un ou de plusieurs projets définis.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint si l'association en fait état (cf. **Tableau n°9** le cas échéant).

9 - Passifs éventuels

Néant



IV. Notes sur le compte de résultat

1 - Méthode retenue pour la comptabilisation des cotisations

L'adhésion à l'association ne nécessite pas le versement d'une cotisation.

2 - Information sur les concours publics et les subventions

Le règlement comptable ANC n° 2018-06 a mis en évidence une nouvelle catégorie de produits appelés « concours publics » et comptabilisés en comptes 73. Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur

La mise en œuvre de cette nouvelle notion a entraîné la reclassification en « concours publics » d'une partie des produits antérieurement classés dans d'autres rubriques, notamment les forfaits d'externat.

Le tableau ci-dessous présente les principaux reclassements de produits en « concours publics » :

Nature de produits	Classement comptable 2019/2020	Classement comptable 2020/2021
Forfaits d'externat	Prestations de services	Concours publics
Financement des formations par apprentissage	Subventions	Concours publics (OPCO)
Taxe d'apprentissage	Subventions (quota/h. quota)	Concours publics (solde 13%)
Aides à l'emploi	Autres produits	Concours publics

Un tableau de détail des concours publics et subventions est joint (cf. Tableau n°10).

3 - Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la somme des ventes de produits et marchandises, des prestations de services (participations des familles et participations publiques) et des produits des activités annexes en lien avec la formation initiale sous statut scolaire faisant l'objet d'un contrat avec l'Education Nationale.

4 - Effectif employé pendant l'exercice

L'effectif moyen salarié pendant l'exercice est évalué à :

- Cadres : 7,21 salariés
- Agents de maîtrise : 14,60 salariés
- Employés : 48,75 salariés

5 - Rémunération des dirigeants

Conformément aux termes de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, cette information n'est pas fournie car elle conduirait indirectement à mentionner des éléments de rémunération individuels.

6 - Rattachement des charges et produits à l'exercice

Postes inclus au bilan	Montant (€)	Commentaire
Fournisseurs	45 545	Les charges à payer des fournisseurs sont majoritairement composées de factures non parvenues sur des prestations effectuées sur l'exercice. Celles des personnel et organismes sociaux sont constituées de charges sur salaires non versées à la clôture et de provisions (congrés payés notamment). Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit de charges sur salaires ou de subventions perçues d'avance.
Personnel et organismes sociaux	163 300	
Etat et collectivités	763	
Autres charges à payer	35 833	
Charges à payer	245 441	
Familles et usagers		Les produits à recevoir familles et usagers concernent des prestations effectuées sur l'année scolaire et non enregistrées à la clôture. Pour l'Etat et ses collectivités, il s'agit majoritairement de subventions justifiées sur l'exercice. Les autres produits à recevoir sont composés de régularisation des comptes sociaux ou des autres tiers.
Etat et collectivités		
Autres produits à recevoir	18 053	
Produits à recevoir	18 053	
Charges constatées d'avance	142 938	Il s'agit généralement de charges et produits affectés à l'année scolaire suivante : fournitures scolaires, abonnements, contrats de maintenance, etc.
Produits constatés d'avance	170 942	



7 - Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont détaillés par nature dans le compte de résultat. Le montant important des produits exceptionnels est en grande partie lié à la nouvelle réglementation comptable des associations (ANC n° 2018-06). A partir de l'exercice 2020/2021, les subventions d'investissements sont amorties, c'est à dire constatées chaque année dans les produits exceptionnels de l'établissement. Nous constatons pour cette année une écriture de 486 892 € relative à la régularisation du passé et une écriture de 13408 € pour l'amortissement de l'année 2020-2021. La part de subvention Falloux dédiée au remboursement des emprunts est également passée directement en compte 777881 Subvention Falloux virée au compte de résultat pour un montant de 52 418 €. De même la quote-part de la taxe apprentissage virée au compte de résultat est désormais enregistrée en produit exceptionnel pour un montant de 103 490 €. Les charges exceptionnelles sont composées principalement, pour un montant de 41 582 €, de frais d'avocats relatifs au litige avec la société Archanges.

8 - Autres produits et charges

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes enregistré sur l'exercice, afférant à la certification des comptes, s'élève à 17 098 €

V. Autres informations

1 - Informations sur les transactions avec les contreparties

Néant

2 - Engagement financiers donnés et reçus

Néant

3 - Engagements pris en matière de crédit-bail

Un tableau des engagements pris en matière de crédit-bail est joint si l'établissement en dispose (cf. Tableau n°11 le cas échéant).

4 - Contributions volontaires en nature

Les locaux occupés font l'objet d'une mise à disposition gratuite par l'association Charles de Foucauld. Etant donné les travaux de nature propriétaire effectués par l'OGEC, il n'a pas été possible d'évaluer le montant de cette contribution.

5 - Autres informations significatives

Néant



Tableau n°1 - Mouvements des immobilisations	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	161 200	27 573	113 273	16 500	92 000
Autres immobilisations incorporelles	86 061	4 200			90 261
Immobilisations incorporelles	247 261	31 773	113 273	16 500	182 261
Terrains (y compris aménagements de terrains)	579 858	11 608		21 215	612 681
Constructions et aménagements	21 826 354	124 166		7 946 867	29 897 387
Installations techniques, matériel et outillage pédag.	3 913 813	463 462	683 386	-172 808	3 521 082
Mobilier et matériel de bureau	250 600	19 608	49 130	340	221 418
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	8 601 069	89 808		-7 647 309	1 043 568
Immobilisations corporelles en cours	108 570	764 777		-164 805	708 542
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles	35 280 265	1 473 428	732 515	-16 500	36 004 678
Participations et créances rattachées	3 049				3 049
Autres titres immobilisés	451	2			453
Prêts	110 992	9 630	9 342		111 280
Autres	3 238				3 238
Immobilisations financières	117 730	9 632	9 342		118 020

Tableau n°2 - Mouvements des amortissements	Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Réaffectations	Fin d'exercice
Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	151 100	24 854	113 273		62 681
Autres immobilisations incorporelles	73 053	10 192			83 245
Immobilisations incorporelles	224 153	35 046	113 273		145 926
Terrains (y compris aménagements de terrains)	208 358	22 679			231 038
Constructions et aménagements	10 541 117	1 092 184		5 746 681	17 379 982
Installations techniques, matériel et outillage pédag.	3 051 847	298 214	683 386	-138 686	2 527 989
Mobilier et matériel de bureau	192 720	18 170	49 130		161 760
Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	6 348 970	43 746		-5 607 995	784 720
Immobilisations corporelles	20 343 012	1 474 992	732 515		21 085 488

Tableau n°3 - Mouvements des dépréciations d'éléments d'actif		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
DOU BENEFICIAIRES	Immobilisations incorporelles				
	Immobilisations corporelles				
	Immobilisations financières				
	Stocks et en-cours				
	Comptes usagers (familles, élèves)	223 942	68 759	63 800	228 902
	Autres créances				
	Valeurs mobilières de placement				
	Total	223 942	68 759	63 800	228 902
	Dotations/reprises d'exploitation		68 759	63 800	
	Dotations/reprises financières				
Dotations/reprises exceptionnelles					



Tableau n°4a - Etat des échéances des créances	Montant brut	≤ 1 an	> 1 an
Participations et créances rattachées	3 049		3 049
Autres titres immobilisés	453		453
Prêts	111 280		111 280
Autres	3 238		3 238
Créances de l'actif immobilisé	118 020		118 020
Créances clients (familles, usagers)	363 908	363 908	
Créances personnel et organismes sociaux	2 453	2 453	
Créances Etat et autres collectivités publiques	394 097	394 097	
Autres créances	42 182	42 182	
Créances de l'actif circulant	802 639	802 639	
TOTAL CREANCES	920 658	802 639	118 020

Tableau n°4b - Etat des échéances des dettes	Montant brut	≤ 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Sûretés réelles consenties
Capital emprunté	3 510 627	560 671	1 706 345	1 243 611	
Autres emprunts et dettes assimilées	0			0	
Intérêts courus et concours bancaires	1 893	1 893			
Dettes financières	3 512 520	562 564	1 706 345	1 243 611	
Dettes fournisseurs	755 699	755 699			
Dettes personnel et organismes sociaux	277 887	277 887			
Dettes Etat et autres collectivités publiques	14 746	14 746			
Autres dettes	188 793	188 793			
Autres dettes	1 237 126	1 237 126			
TOTAL DETTES	4 749 645	1 799 690	1 706 345	1 243 611	

Les éventuelles dépréciations des VMP sont constatées au tableau n°3



Tableau n°6 - Variation des fonds propres		Début d'ex.	Affect. résultat	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires					
	Fonds propres complémentaires	9 612 939			8 024 931	1 588 008
	Fonds propres sans droit de reprise	9 612 939			8 024 931	1 588 008
	Fonds propres statutaires					
	Fonds propres complémentaires					
	Fonds associatifs avec droit de reprise					
	Réserves statutaires ou contractuelles					
	Réserves pour projets					
	Autres					
	Réserves					
	Report à nouveau	-614 695	7 393	6 130 392		5 523 090
	Excédent ou déficit de l'exercice	7 393	-7 393	715 913		715 913
	SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)	9 005 637		6 846 305	8 024 931	7 827 011
	Subventions d'investissement	3 665 469		2 314 928	609 035	5 371 361
	Provisions réglementées et autres fonds propres					
TOTAL FONDS PROPRES		12 671 106		9 161 233	8 633 966	13 198 372

Tableau n°7 - Mouvements des subventions d'investissement		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
ANCIEN	Subventions d'investissement Région	8 947 688	261 774		9 209 462
	Subventions d'investissement Département	1 437 118	127 072		1 564 190
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires	2 352 155	78 174		2 430 330
	Autres subventions d'investissement				0
	Total subventions d'investissement	12 736 961	467 021		13 203 982
	Subventions d'investissement Région virées au résultat	4 379 628	424 380		4 804 008
	Subventions d'investissement Département virées au résultat	830 164	75 920		906 084
	Taxe d'apprentissage affectée aux équipements virée au résultat	2 019 038	103 490		2 122 528
	Autres subventions d'investissement virées au résultat				
	Total subventions d'investissement virées au résultat	7 228 830	603 790		7 832 621

Tableau n°7 bis - Retraitement des subventions d'investissement	A l'ouverture	Impact changement méthode ANC 2018-06		
	Montant nominal global (cptes 1026 et 1036)	Montant nominal global (cptes 131)	Quotes-parts antérieures reconstituées (cptes 110 et 139)	Montant restant à virer au résultat (cptes 131-139)
Subv. d'invest. affectées à des biens renouvelables	3 332 351	10 384 806	5 209 792	5 175 014

Tableau n°8 - Mouvements des provisions		Début d'ex.	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
PROV.	Provisions pour risques	178 748	10 679	146 711	42 716
	Provisions pour pensions et obligations similaires	284 567		4 778	279 789
	Autres provisions pour charges				
	Total	463 315	10 679	151 489	322 505
	Dotations/reprises d'exploitation			4 778	
DOT.	Dotations/reprises financières				
	Dotations/reprises exceptionnelles		10 679	146 711	



Tableau n°9 - Mouvements des Fonds dédiés	Montant initial	Fonds à utiliser à l'ouverture de l'exercice	Augmentations: reports	Diminutions: utilisations en cours d'exercice	Fonds restant à utiliser à la clôture	Dont projets sans dépense depuis 2 ans ou plus
Subventions d'exploit.		1 670	641	1 670	641	
Contrib. financières						
Legs/donations						
TOTAL		1 670	641	1 670	641	

Tableau n°10 - Détail des concours publics et subventions	2019/2020	2020/2021
Aides à l'emploi et au développement des compétences	149 712	7 333
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales en LETP	39 743	93 461
Financement des formations par apprentissage		213 796
Forfait d'externat Etat	1 260 100	1 289 853
Forfait d'externat Région	1 152 094	1 236 076
Forfait d'externat Département	364 095	372 072
Forfait d'externat Communes et groupements de communes	597 322	600 663
Forfaits d'externat	3 373 610	3 498 664
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue		213 796
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole		
Autres concours publics		-213 796
Sous-total concours publics	3 563 065	3 813 254
Subventions État	4 814	6 910
Subventions Région	77 799	94 295
Subventions Département	4 895	19 175
Subventions Communes et groupements de communes		
Subventions issues de programmes de l'Union Européenne		
Autres subventions d'exploitation		0
Reports de subventions		
Sous-total subventions d'exploitation	87 509	120 379
TOTAL CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	3 650 574	3 933 633

Tableau n°11 - Engagements pris en matière de crédit-bail	Redevances payées
	2020/2021 Cumulées
Immobilier	
Matériels et équipements	68 780
Autres immobilisations	
TOTAL	68 780

	Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 5 ans	> 5 ans	Cumulées
Immobilier				
Matériels et équipements	17 699	21 004		38 703
Autres immobilisations				
TOTAL	17 699	21 004		38 703

Comparaison de coûts si acquisition en plein propriété	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements	Valeur nette
		2020/2021 Cumulées	
Immobilier			
Matériels et équipements			
Autres immobilisations			
TOTAL			

Compte de résultat retraité



Produits d'exploitation	2019/2020	2020/2021
Cotisations	34 672	34 776
Ventes de biens et services	3 754 900	4 117 029
• Ventes de biens	65 051	68 243
<i>dont ventes de dons en nature</i>	36 029	
• Ventes de services	3 689 850	4 048 786
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs	3 516 047	3 944 838
• Concours publics et subventions d'exploitation	3 513 923	3 933 633
• Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
• Ressources liées à la générosité du public	0	
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
• Contributions financières	2 124	11 205
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	109 862	73 890
Utilisations des fonds dédiés	4 043	1 670
Autres produits	1 038	12 427
Total des produits d'exploitation	7 420 562	8 184 630

Charges d'exploitation	2019/2020	2020/2021
Achats de marchandises	59 708	54 733
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	2 735 376	3 153 286
Aides financières	62 646	68 928
Impôts, taxes et versements assimilés	222 085	236 712
Salaires et traitements	1 958 434	2 206 848
Charges sociales	772 613	813 394
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 652 426	1 578 797
Dotations aux provisions	0	
Reports en fonds dédiés	1 670	641
Autres charges	37 026	34 326
Total des charges d'exploitation	7 501 983	8 147 664
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-81 422	36 966

Opérations financières	2019/2020	2020/2021
Produits financiers de participation		
produits financiers d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 500	894
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 058	1 277
Total des produits financiers	3 559	2 171
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	93 466	81 328
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	93 466	81 328
RÉSULTAT FINANCIER	-89 907	-79 157
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	-171 329	-42 191

Compte de résultat retraité



Opérations exceptionnelles	2019/2020	2020/2021
Sur opérations de gestion	64 692	11 009
Sur opérations en capital	108 095	656 208
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	42 418	146 711
Total des produits exceptionnels	215 204	813 928
Sur opérations de gestion	5 524	44 789
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	30 539	10 679
Total des charges exceptionnelles	36 063	55 468
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	179 142	758 460
Impôt sur les sociétés des personnes morales non lucratives	420	356
RÉSULTAT NET COMPTABLE	7 393	715 918

Comptes 2019/2020 retraités, selon le règlement ANC 2018-06

Contributions volontaires en nature	2019/2020	2020/2021
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Contributions reçues		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
Emplois des contributions reçues		



		2019/2020	2020/2021		
ACTIF		NET	Brut	Amortiss. Dépréc. (-)	NET
IMMOBILISE	Logiciels, licences, droits et valeurs similaires	10 100	92 000	62 681	29 319
	Autres immobilisations incorporelles	13 008	90 261	83 245	7 016
	Immobilisations incorporelles	23 109	182 261	145 926	36 335
	Terrains	371 500	612 681	231 038	381 644
	Constructions et aménagements	13 358 673	29 897 387	17 379 982	12 517 405
	Installations techniques, matériel et outillage pédagogiques	827 844	3 521 082	2 527 989	993 093
	Mobilier et matériel de bureau	57 880	221 418	161 760	59 658
	Autres immobilisations (restauration, internat, etc.)	212 786	1 043 568	784 720	258 848
	Immobilisations corporelles en cours	108 570	708 542		708 542
	Avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles	14 937 254	36 004 678	21 085 488	14 919 190
	Participations et créances rattachées	3 049	3 049		3 049
	Autres titres immobilisés	451	453		453
	Prêts	110 992	111 280		111 280
	Autres	3 238	3 238		3 238
	Immobilisations financières	117 730	118 020		118 020
TOTAL ACTIF IMMOBILISE		15 078 092	36 304 959	21 231 414	15 073 545
CIRCULANT	Stocks et en-Cours				
	Avances et acomptes versés sur commandes	87 515	49 490		49 490
	Clients (familles, usagers)	44 919	363 908	228 902	135 006
	Personnel et organismes sociaux	66	2 453		2 453
	Etat et autres collectivités publiques	91 571	394 097		394 097
	Fédérations, unions, associations affiliées				
	Autres	50 164	42 182		42 182
	Créances	186 719	802 639	228 902	573 737
	Placements : valeurs mobilières				
	Banques et assimilées	2 803 930	2 606 500		2 606 500
	Caisse	315	495		495
	Comptes financiers	2 804 245	2 606 996		2 606 996
	Charges constatées d'avance	142 137	142 938		142 938
	TOTAL ACTIF CIRCULANT	3 220 617	3 602 062	228 902	3 373 161
TOTAL ACTIF		18 298 709	39 907 021	21 460 316	18 446 705

(1) voir détail dans l'annexe



PASSIF

2019/2020

2020/2021

FONDS PROPRES	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1 570 870	1 588 008
	Fonds propres sans droit de reprise	1 570 870	1 588 008
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projets		
	Autres		
	Réserves		
FONDS REPORTES ET DEDIES	Report à nouveau	-614 695	5 523 090
	Excédent ou déficit de l'exercice	7 393	715 913
	<i>Situation nette (sous-total)</i>	<i>963 568</i>	<i>7 827 011</i>
	Subventions d'investissement	11 707 538	5 371 361
	Provisions réglementées et autres fonds propres		
	TOTAL FONDS PROPRES	12 671 106	13 198 372
	FD	1 670	641
PROVISIONS	Provisions pour risques	178 748	42 716
	Provisions pour pensions et obligations similaires	284 567	279 789
	Autres provisions pour charges		
	TOTAL PROVISIONS	463 315	322 505
DETTES	Capital emprunté	3 984 509	3 510 627
	Autres emprunts et dettes financières	12 000	0
	Intérêts courus et concours bancaires	2 377	1 893
	Emprunts et dettes financières	3 998 886	3 512 520
	Avances et acomptes reçus		4 600
	Dettes sur immobilisations	304 874	427 151
	Fournisseurs et comptes rattachés	156 442	328 549
	Personnel et organismes sociaux	342 911	277 887
	Etat et autres collectivités publiques	5 600	14 746
	Clients (familles, usagers)	49 891	39 447
	Fédérations, unions, associations affiliées	33 814	34 092
	Autres	138 577	115 254
	Autres dettes	1 032 109	1 237 126
	Produits constatés d'avance	131 623	170 942
	TOTAL DETTES	5 162 618	4 925 187
= TOTAL PASSIF		18 298 709	18 446 705

Comptes 2019/2020 retraités, selon le règlement ANC 2018-06

Ecart actif-passif			
--------------------	--	--	--